

Recensement des évacuations forcées de lieux de vie occupés par des Roms (ou des personnes désignées comme telles) en France

(3^e trimestre 2016)

1. Résumé

Une forte reprise discrète des évacuations des terrains occupés par des Roms cet été, majoritairement lancées sans décision de justice ni solution pérenne

Alors que l'expulsion des réfugiés de la « Jungle » de Calais comme des occupations parisiennes de migrants focalisent l'attention des médias internationaux, les évacuations des terrains occupés par des Roms n'ont pas suscité de vagues d'indignation ni de solidarité. En effet le troisième trimestre de 2016 marque une forte reprise après la relative pause constatée au deuxième trimestre 2016. Contrairement aux réactions suscitées par les scènes tragiques qui se sont déroulées à Calais, les expulsions de Roms se sont passées quasiment inaperçues dans l'espace médiatique et dans la société.

Durant le troisième trimestre 2016, 2 546 personnes roms vivant sur 21 lieux de vie ont été expulsées de force par les autorités. Ceci représente une augmentation drastique par rapport aux 932 Roms expulsés pendant le trimestre précédent. A cela s'ajoute le nombre de 30 personnes qui ont été évacuées suite à un incendie.

Seules 8 opérations ont été lancées dans le cadre d'une décision de justice après une assignation engagée devant les tribunaux par les propriétaires des terrains ou des squats. Les 13 autres l'ont été de manière volontaire à l'initiative des préfets ou des maires suite à un arrêté d'insalubrité ou de péril. L'analyse des terrains selon le type de propriétaire montre que 15 terrains évacués de force sont publics, et aucun ne faisait l'objet d'un projet justifiant l'urgence d'une telle évacuation.

Sur ces 21 évacuations effectuées par les autorités, 13 seulement ont été accompagnées de propositions de relogement. Ces propositions de relogement concernent un nombre limité de personnes. De plus, la plupart des réponses apportées l'ont été en hébergement temporaire. L'absence de solutions de relogement pérennes ne faisant que reporter les difficultés en maintenant la grande précarité des personnes concernées.

Pour ce troisième trimestre, la région Ile-de-France concentre 68 % des 2 546 Roms expulsés, suivie des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Paca et Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, avec chacune 9 %.

Il convient de souligner les efforts de la municipalité lors de l'évacuation du bidonville de Mautaudran, à Toulouse, fin juillet, qui peut être qualifiée comme un bon exemple de responsabilité sociale dans le démantèlement des bidonvilles. Durant cette évacuation, 329 personnes sur les 386 présentes ont pu bénéficier d'un soutien de la part des autorités locales ; 286 d'entre elles ont été prises en charge dans le cadre d'un dispositif d'insertion et d'hébergement en diffus mis en place par la municipalité. Cela démontre, une fois encore, que le démantèlement des bidonvilles peut se faire d'une manière efficace et que des solutions pérennes peuvent être trouvées lorsque l'Etat et les collectivités locales en manifestent la volonté et coopèrent avec la société civile.

L'appel lancé, le 29 juin dernier, par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les droits de l'Homme, l'Agence européenne des droits fondamentaux et le Conseil de l'Europe, dénonçant le coût humain des expulsions, a manifestement été encore ignoré par les pouvoirs publics français pendant le troisième trimestre. Ils appelaient aux solutions de relogement et d'hébergement pérennes dans l'objectif d'éviter des futures évacuations et affirmaient que les expulsions forcées sont justifiables uniquement dans les circonstances les plus exceptionnelles et lorsqu'elles sont exécutées elles doivent respecter les garanties internationales en matière juridique : « *Les expulsions ont des répercussions à long terme extrêmement négatives sur la situation des personnes concernées et peuvent constituer une violation de leurs droits de l'Homme si elles ne sont pas accompagnées des garanties nécessaires rappelées dans la présente déclaration.* »¹ A la fin du troisième trimestre de 2016 cela reste d'autant plus d'actualité.

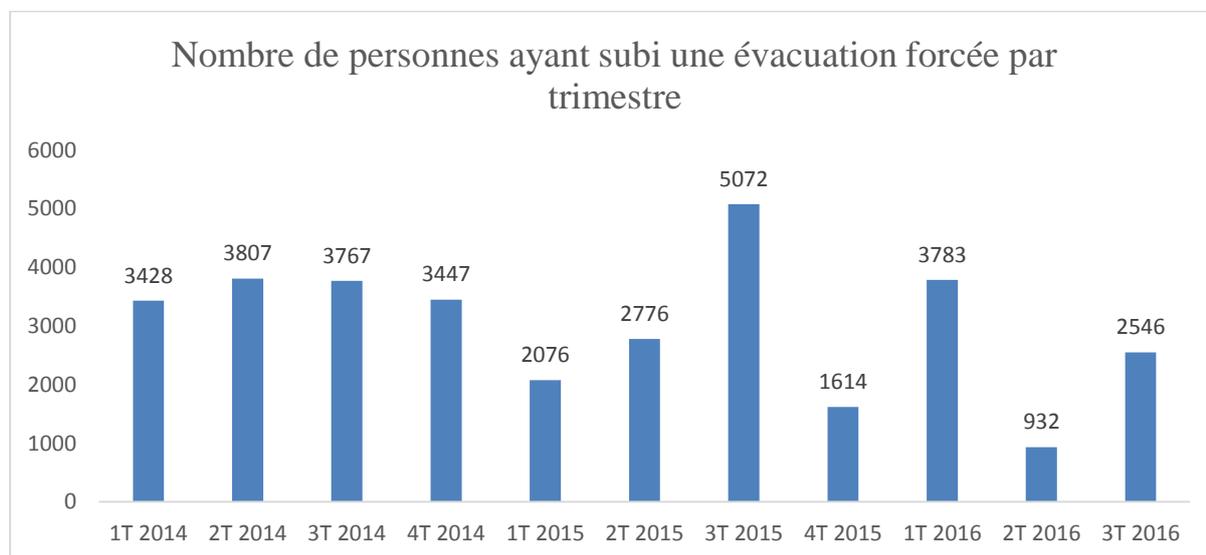
Remarque :

Ce recensement est le fruit d'un travail commun entre la Ligue des droits de l'Homme ([LDH](#)) et le European Roma Rights Centre ([ERRC](#)). Sans avoir la prétention à l'exhaustivité de la situation étant donné le manque de données officielles disponibles, ce recensement voudrait cependant en être l'expression la plus objective possible des expulsions des Roms en France.

2. Évolutions par rapport aux périodes précédentes

Les tableaux suivants détaillent les différents nombres recensés et leurs évolutions.

Cette analyse montre que le nombre de personnes expulsées durant le troisième trimestre 2016 avec 2 546 personnes concernées marque une forte reprise par rapport au nombre d'évacuations observées pendant le trimestre précédent.



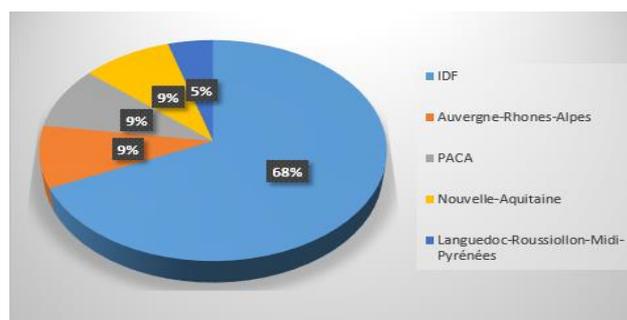
¹ Déclaration conjointe de l'OPRE sur les expulsions des Roms et des Gens du voyage en Europe, OPRE 29 juin 2016.

	Nbr d'évac. Par les autorités	Nbr d'incendies	Nbr de lieux évacués	Solutions partielles de relogement	Evacués par les autorités	Evacués suite aux incendies ou autres	Nbr de personnes
1T 2014	27	9	36	17	2904	524	3428
2T 2014	38	2	40	18	3756	51	3807
3T 2014	41	2	43	21	3693	74	3767
4T 2014	32	4	36	15	3130	317	3447
Grand total	138	17	155	71	13483	966	14449
1T 2015	18	2	20	7	1966	110	2076
2T 2015	25		25	6	2776		2776
3T 2015	47	1	48	11	4972	100	5072
4T 2015	21	2	23	5	1414	200	1614
Grand total	111	5	116	29	11128	410	11538
1T 2016	25	1	26	13	3683	100	3783
2T 2016	13	1	14	4	962	50	1012
3T 2016	20	1	21	13	2516	30	2546
4T 2016							
Grand total	58	3	61	30	7161	180	7341

Note : Ces estimations **n'incluent pas** les éloignements du territoire faisant suite à une décision administrative ni les rapatriements par charter de l'Ofii.

3. Répartition régionale

Pour ce troisième trimestre, la région Ile-de-France concentre 68 % des 2 546 personnes expulsées, suivie des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Paca et Nouvelle Aquitaine avec chacune 9 %.



4. Harcèlements, rejets, mises en péril, menaces, rappels à l'ordre

La liste ci-dessous n'est pas exhaustive et ne donne que quelques exemples des faits de violence, des discours de haine, ainsi que des diverses formes de discrimination depuis le début de 2016.

Durant le premier trimestre :

- « *Il semble évident qu'on assiste à une volonté de terroriser les familles afin de les faire disparaître* », estime RESF suite à deux perquisitions dans des familles « roms » en Isère fin décembre 2015.²
- Le secrétaire général Thorbjørn Jagland répond aux informations selon lesquelles la police française a expulsé des centaines de Roms à Paris : « *Il est essentiel que les autorités françaises fournissent à toutes les personnes qui ont été contraintes de quitter le campement - dont des enfants et des personnes âgées – un autre logement adéquat, d'autant plus qu'ils ont décidé de prendre cette mesure pendant l'hiver.* »³
- Le terme de pickpockets Roms⁴ apparaît dans certains médias alors que la France interdit la collecte de données à caractère ethnique.
- « *Une peine de 25 000 € d'amende a été requise jeudi à Nice (Alpes-Maritimes) à l'encontre de l'ex-président du Front national Jean-Marie Le Pen, pour avoir qualifié la présence des Roms "d'urticante" et "odorante", dans un discours en 2013.* »⁵
- « *Le Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe s'inquiète du "climat d'antitsiganisme" qui règne dans le pays. Le ministre de l'Intérieur répond qu'il faut respecter le droit de propriété.* »⁶
- Après avoir été expulsés de leur lieu de vie à Carquefou, le 3 mars 2016, les habitants ont été repoussés de partout par la police et de guerre lasse ils se sont installés sur un terrain qu'ils occupaient déjà deux ans plus tôt.⁷
- « *Dans une lettre ouverte publiée le 23 février, Médecins du monde dénonce le traitement des Roms expulsés au début du même mois de la Porte des Poissonniers à Paris. Cette expulsion avait eu lieu malgré une décision de justice en faveur de leur maintien. L'organisation humanitaire réclame que les médecins bénévoles puissent terminer les suivis médicaux déjà commencés auprès des habitants du bidonville.* »⁸
- Dans un rapport sur les violences policières, l'Acat observe que « *de nombreuses allégations de violences policières ont par ailleurs été dénoncées lors d'opérations de démantèlement de camps ou d'installations de fortune. Des actes de violence ont ainsi été dénoncés lors de l'évacuation de campements de personnes roms à Marseille et en région parisienne* »⁹
- Un nourrisson « rom » est décédé suite à un incendie dans un campement à Lille. Ses parents ont été placés à garde à vue¹⁰ même s'il s'agit « *selon les premiers éléments de l'enquête, "d'une cause accidentelle"* »¹¹.

Durant le deuxième trimestre :

- Le Maire J.-P. Lecoq du 6^e arrondissement de Paris publie des propos indignes : « *la plupart des Roms appartiennent à des réseaux mafieux qui n'hésitent pas à exploiter les plus faibles d'entre eux, les réduisant dans une sorte d'esclavage des temps modernes.* »¹²

² « Etat d'urgence : en Isère, des perquisitions chez les Roms sans-papiers », Julia Pascual, Etatdurgencelemonde, 12 janvier 2016.

³ Le secrétaire général Thorbjørn Jagland répond aux informations selon lesquelles la police française a évacué des centaines de Roms à Paris, Conseil de l'Europe - 04/02/2016 09:40:00.

⁴ « Pickpockets roms : la procureure de Meaux salue la coopération avec la police roumaine », *Le Parisien*, 12 février 2016 : <http://www.leparisien.fr/chessy-77700/pickpockets-roms-la-procureure-de-meaux-salue-la-cooperation-avec-la-police-roumaine-12-02-2016-5540069.php>.

⁵ « Propos sur les Roms : 25 000 € requis contre Jean-Marie Le Pen », *Le Parisien*, 18 février 2016.

⁶ « Le Conseil de l'Europe inquiet des évacuations de Roms sans relogement en France », *Libération*, 16 février 2016.

⁷ « L'errance des Roms de Carquefou », par Marion Fersing, France Bleu Loire Océan, vendredi 4 mars 2016.

⁸ « Médecins du monde dénonce l'expulsion du plus grand bidonville de Paris », Allodocteurs.fr, 26 février 2016.

⁹ « L'ordre et la force, enquête sur l'usage de la force par les représentants de la loi en France », p.18, Acat, mars 2016.

¹⁰ « Bébé rom décédé dans un incendie à Lille: les parents sont en garde à vue », *La Voix du Nord*, 21 mars 2016 :

<http://www.lavoixdunord.fr/region/bebe-rom-decede-dans-un-incendie-a-lille-les-parents-ia19b0n3400079>.

¹¹ « Lille : un nourrisson meurt dans l'incendie d'un campement rom », BMF TV, 20 mars 2016 :

<http://www.bfmtv.com/societe/lille-un-nourrisson-meurt-dans-l-incendie-d-un-campement-rom-960553.html>.

- A l'occasion de la Journée internationale des Roms, le 8 avril 2016, « *la Conférence des églises européennes et le Conseil des conférences épiscopales européennes ont plaidé pour une meilleure intégration de cette communauté* ».
- Dans un communiqué du 19 avril 2016, le CNDH Romeurope condamne des propos haineux du maire de Cogolin (Var), du maire de Wissous (Essonne), du maire du 6^e arrondissement de Paris et du maire de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) : « *Nous ne pouvons accepter ces paroles et actes d'élus qui enfoncent les habitants des squats et des bidonvilles – Roms ou non – dans une précarité et une stigmatisation toujours plus grande. Ils visent aussi à légitimer tous les actes discriminatoires à leur égard en occultant le fait que ces personnes, qu'elles soient à la rue, en bidonvilles ou en squats, Roms ou non, ont des droits fondamentaux qui se doivent d'être respectés.* »¹³
- Expulsés pour cause d'inondation de leur hangar à Villeneuve-Saint-Georges, une famille de 12 personnes s'est vue refuser l'accès au gymnase ouvert pour les réfugiés des inondations.¹⁴
- « *A Lille, ce mardi, des Anglais "se sont amusés" à humilier des enfants roms en leur jetant des pièces et des bouteilles.* »¹⁵
- Au terrain de Coignet, le 20 juin 2016, la distribution d'OQTF est dénoncée par la LDH : « *La section locale LDH dénonce la décision du préfet de Saint-Denis de notifier collectivement des OQTF aux familles vivant sur le bidonville, sans égard pour leurs situations individuelles et au mépris des efforts d'insertion de certaines d'entre elles.* »¹⁶
- « *Un campement rom aurait été la cible de coups de feu dans la nuit de samedi à dimanche, rapporte Infos-H24.* »¹⁷
- Le 22 juin, un chef de cabinet a été mis en examen suite à un incendie d'une épicerie roumaine à Denain.¹⁸

Durant le troisième trimestre :

Une montée de violence anti-Roms a été observée au cours du troisième trimestre de 2016 ce qui indique une nette augmentation de la tension entre les Roms et les autres personnes vivant en France. Deux attaques contre des Roms ont eu lieu à Marseille en l'espace de quelques semaines seulement. Les enfants roms ont été privés de l'accès à l'éducation, ce qui viole leurs droits fondamentaux et les lois nationales.¹⁹ En général, les Roms continuent d'être victimes de discours haineux.

- Romeurope dénonce l'expulsion illégale des Roms vivant dans le bidonville de « Coignet », à Saint-Denis. « *Des dizaines de familles ont été mises à la rue [...]* », suite à cette expulsion que la CEDH « *venait d'ordonner de stopper après avoir été saisie en urgence. Malgré les protestations des militants sur place et de l'avocate des familles, la Préfecture a continué l'expulsion et la destruction de ce lieu de vie, en toute illégalité* »²⁰.

¹² Edito du maire, *Notre 6^e*, n° 292, avril 2016.

¹³ « Surenchère de plusieurs maires dans le racisme et le rejet anti-Rom », communiqué de presse de Romeurope du 19 avril 2016.

¹⁴ « Les Roms plantent leur tente devant la mairie de Villeneuve-Saint-Georges », *Le Parisien*, 5 juin.

¹⁵ « Euro : à Lille, des Anglais humilient des enfants roms en leur jetant des pièces et des bouteilles », *France 3*, 15 juin 2016.

¹⁶ « Soutien aux familles du terrain Coignet de Saint-Denis », communiqué de la section LDH Seine-Saint-Denis Plaine Commune, 22 juin 2016.

¹⁷ « Montpellier : un camp rom aurait été la cible de coups de feu », *20 minutes*, 23 mai.

¹⁸ « Incendie d'une épicerie roumaine à Denain : le directeur de cabinet mis en examen », *Le Monde*, 22 juin 2016

http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2016/06/23/incendie-d-une-epicerie-roumaine-a-denain-le-directeur-de-cabinet-mis-en-examen_4956846_1653578.html.

¹⁹ Art. L131-1 du Code de l'Éducation national stipule que scolarisation est obligatoire pour tous les enfants de deux sexes, Français ou étrangers, âgés de 6 à 16 ans.

²⁰ Romeurope, communiqué de presse, 7 juillet 2016.

- Un enfant rom a été « roué des coups²¹ » par trois hommes lorsqu'il est allé chercher de l'eau à la fontaine publique. Cette agression sur un enfant fait preuve « d'un climat très tendu » entre Roms et riverains à Marseille.
- Une pétition est lancée par des associations en soutien aux familles roms à Montreuil, mises à la rue par les autorités suite à une expulsion sans solution de relogement.²²
- Une « tension²³ » entre des Roms vivant dans un bidonville à Marseille et des jeunes du quartier a donné suite à une violente attaque contre les habitants du bidonville la nuit du 15 au 16 août. Médecins du monde dénonce une « détérioration » des relations entre les Roms et les riverains accentuée par « le manque de politique de fond »²⁴.
- Des familles roms vivant à la rue à Montreuil font l'objet d'une attaque par six hommes armés d'un couteau.²⁵
- Des enfants vivant en squats et bidonvilles se voient refuser l'accès à l'éducation. En 2016 « ils continuent à être privés de ce droit fondamental [...] » alerte le Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation.²⁶
- Des enfants sont privés du droit à l'éducation à Maubeuge, Arnaud Decagny, le maire de cette municipalité « persiste » dans son refus de scolarisation des enfants roms.²⁷
- « Je ne peux pas digérer toute la misère du monde », annonce le maire de Saint-Ouen afin de justifier son refus de scolarisation concernant un enfant rom.²⁸
- Une fille rom de 14 ans est décédée après avoir été électrocutée dans un squat où elle vivait à Grenoble. L'accident s'est produit suite à la chute d'un câble électrique dans la bassine où elle se lavait.²⁹
- Une tranchée d'environ de deux mètres de haut a été creusée autour d'un bidonville rom à Pierrefitte-sur-Seine.³⁰
- 11 personnes roms ont été expulsées de force d'un squat situé à Montreuil par des individus, sans qu'il ait une décision de justice, ni arrêté municipal/préfectoral.³¹
- Plus de 67 % des enfants et des adolescents roms ne sont pas scolarisés. L'étude de CDERE montre « avant tout l'urgence à agir »³².

²¹ « Marseille : un enfant rom roué de coups par des voisins »²¹, *La Provence*, 21 juillet 2016 :

<http://www.laprovence.com/article/edition-marseille/4043811/un-enfant-rom-roue-de-coups-par-des-voisins.html>

²² « 167 personnalités se mobilisent pour les familles Roms de Montreuil (pétition) », Mediapart, 24 août 2016 :

<https://blogs.mediapart.fr/juliette-keating/blog/240816/167-personnalites-se-mobilisent-pour-les-familles-roms-de-montreuil-petition>.

²³ Selon Jean-Jacques Fagni, procureur de la République adjoint de la ville, contacté par *L'Obs*, 17 août 2016.

²⁴ « Marseille : violente attaque sur un campement de Roms », *La Provence*, 17 août 2016 :

<http://www.laprovence.com/article/edition-marseille/4078155/violente-attaque-sur-un-campement-de-roms.html>.

²⁵ « Montreuil, les familles Roms menacées ! », Mediapart, 22 août 2016 : [https://blogs.mediapart.fr/gilles-](https://blogs.mediapart.fr/gilles-walusinski/blog/220816/montreuil-les-familles-roms-menacees)

[walusinski/blog/220816/montreuil-les-familles-roms-menacees](https://blogs.mediapart.fr/gilles-walusinski/blog/220816/montreuil-les-familles-roms-menacees).

²⁶ CDERE, communiqué de presse, Paris, 31 août 2016.

²⁷ « Des enfants roms privés de rentrée scolaire par le maire de Maubeuge », *La Voix du Nord*, 2 septembre 2016.

²⁸ « Saint-Ouen, Rom : le maire ne peut pas "digérer toute la misère du monde" », *Le Figaro*, 20 septembre 2016.

²⁹ « La jeune fille rom électrocutée à Grenoble est décédée », *France Bleu*, 7 septembre 2016.

³⁰ Source l'ERRC, 15 septembre 2016.

³¹ « Montreuil. Rue fée d'herbes », Mediapart, 21 septembre 2016.

³² Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation, « Ados en bidonville et en squats : l'école impossible ! », communiqué de presse, 27 septembre 2016.

5. Résultats détaillés pour le 1^{er} trimestre 2016

Evacuations forcées de Roms étrangers occupant des lieux de vie en France (année 2016)																		
Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Dpt	Région	Date	Trim	Nombre Nbr total de personnes évacuées	Expulsés pour cause				Sol. de relog. (1 = partielle)	Motif Arreté Préfet / Maire / 48h flagrance	jugement TGI ou TA	seuls sous pression	Propriétaire du terrain		Source/Réaction	
							Nbr de personnes évacuées par les autorités	nbr	Nbr de personnes évacuées suite à incendies ou autres	nbr					Public	projet sur le terrain (1=oui)		Privé
118 rue Bergson	Saint-Etienne	Loire	Auvergne-Rhône-Alpes	9-janv.	1T2016	40	40	1			1	1					1	Le Progrès 9 janvier
La Feysine	Villeurbane	Métro Lyon	Auvergne-Rhône-Alpes	12-janv.	1T2016	100	100	1			1	1			1			Rue89 Lyon 12 janvier
Rue Jacquard	Vaulx-en-Velin	Métro Lyon	Auvergne-Rhône-Alpes	12-janv.	1T2016	250	250	1			1	1						1 Rue89 Lyon 12 janvier
Rue du Dauphinée	Saint-Priest	Métro Lyon	Auvergne-Rhône-Alpes	12-janv.	1T2016	70	70	1			1	1			1			Rue89 Lyon 12 janvier
Boulevard Ney	Paris	Paris	IDF	3-févr.	1T2016	400	400	1			1	1			1			Le Monde 3 février
Usine de la Briche SIAAP	Epinaux-Seine	Seine-Saint-Denis	IDF	5-févr.	1T2016	100	100	1			1	1			1			LDH Paris 18
Rue des deux parcs	Noisiel	Seine-et-Marne	IDF	12-févr.	1T2016	120	120	1			1	1					1	Coll. Val Maubuée
AM 332	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	12-févr.	1T2016	200	200	1			1	1			1			Coll. Val Maubuée
AN016	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	12-févr.	1T2016	20	20	1			1	1			1			Coll. Val Maubuée
AN016	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	18-févr.	1T2016	15	15	1			1	1			1			Coll. Val Maubuée
AN006	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	18-févr.	1T2016	10	10	1			1	1			1			Coll. Val Maubuée
La Forestière	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	17-févr.	1T2016	100	100	1			1	1			1			Coll. Val Maubuée
Squats des Bosquets	Cannes	Alpes-Maritimes	PACA	17-févr.	1T2016	7	7	1			1	1					1	Nice Matin 17 février
Quai de la société Paprec	Lagny-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	23-févr.	1T2016	300	300	1			1	1					1	Coll. Val Maubuée
Plouys	Wattrelos	Nord	Hauts de France	24-févr.	1T2016	100			100	1					1			Nord Eclair
420 bvd National	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	26-févr.	1T2016	48	48	1			1	1			1			La Provence
Moulin Boisseau	Carquefou	Loire-Atlantique	Pays-de-la-Loire	2-mars	1T2016	300	300	1			1	1					1	Breizh-info 2 mars
Rue de la Lys	Halluin	Nord	Hauts de France	2-mars	1T2016	12	12	1				1						1 Nord Eclair
Chemin des Prés	Wissous	Essonne	IDF	3-mars	1T2016	400	400	1			1	1						1 La République
Cité Descartes	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	3-mars	1T2016	100	100	1			1	1			1			Coll. Val Maubuée
Bvd de Parilly	Lyon	Métro Lyon	Auvergne-Rhône-Alpes	4-mars	1T2016	60	60	1			1	1					1	Rebillyon 5 mars
Près de la gare du centre	Argenteuil	Val-d'Oise	IDF	9-mars	1T2016	17	17	1			1	1						1 Le Parisien 11 mars
Chemin de fer et D301	St-Brice-sous-Forêt	Val-d'Oise	IDF	8-mars	1T2016	300	300	1			1	1						1 Le Parisien 8 mars
Av Roger-Salerno	Villeurbane	Métro Lyon	Auvergne-Rhône-Alpes	11-mars	1T2016	54	54	1			1	1			1		1	1 Lyoncapitale 11 mars
Rue Graham Bell	Bussy-St-Georges	Seine-et-Marne	IDF	29-mars	1T2016	600	600	1				1			1			Coll. Val Maubuée/LaMarne
131 Chemin du Corps de garde	Chelles	Seine-et-Marne	IDF	29-mars	1T2016	60	60	1			1	1			1			1 Rromeurope 30 mars
1er trimestre 2016						3783	3683	25	100	1	13	14	11		17	2	8	

6. Résultats détaillés pour le 2^e trimestre 2016

Evacuations forcées de Roms étrangers occupant des lieux de vie en France (année 2016)																			
Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Dpt	Région	Date	Trim	Nombre Nbr total de personnes évacuées	Expulsés pour cause				Sol. de relog. (1 = partielle)	Motif Arreté Préfet / Maire / 48h flagrance	jugement TGI ou TA	seuls sous pression	Propriétaire du terrain		Source/Réaction		
							Nbr de personnes évacuées par les autorités	nbr	Nbr de personnes évacuées suite à incendies ou autres	nbr					Public	projet sur le terrain (1=oui)		Privé	
Parking ancienne prison	Loos	Nord	Hauts de France	6-avr.	2T2016	85	85	1				1			1			La voix du Nord 6 avril	
Rue du Pont	Faches-Thumesnil	Nord	Hauts de France	6-avr.	2T2016	15	15	1				1			1			La voix du Nord 6 avril	
Bois de grâce, AL 017	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	12-avr.	2T2016	24	24	1				1			1			Coll. Val Maubuée	
Camp des Aubrettes	Cogolin	Var	PACA	13-avr.	2T2016	80	80	1				1			1			1 Le Parisien 13 avril	
Bois de l'Épine	Ris-Orangis	Essonne	IDF	21-avr.	2T2016	48	48	1			1	1			1			1 Essonne Info 21 avril	
AK 23, AC 192	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	9-mai	2T2016	35	35	1			1	1			1			Coll. Val Maubuée	
113 Cours de la Libération	Grenoble	Isère	Auvergne-Rhône-Alpes	26-avr.	2T2016	80	80	1			1	1					1	1 Pice Grénet 27 avril	
Route de Villevaudé	Annet-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	18-mai	2T2016	200	200	1				1					1	1 Le Parisien 10 mai	
Zone de Vovray	Cran-Gevrier	Haute-Savoie	Auvergne-Rhône-Alpes	1-juin	2T2016	35	35	1			1	1			1			1 Le Dauphiné 2 juin	
Parking ancienne prison	Loos	Nord	Hauts de France	8-juin	2T2016	20	20	1			1	1			1			1 La voix du Nord 8 juin	
Près de la gare du centre	Villeneuve-St-Georges	Val-de-Marne	IDF	9-juin	2T2016				50	1								1 Le Parisien 9 juin	
Rue de Soubise	Roubaix	Nord	Hauts de France	22-juin	2T2016	60	60	1				1			1			1 La Voix du Nord 22 juin	
Av du Président Wilson	Saint-Denis	Seine-Saint-Denis	IDF	28-juin	2T2016	250	250	1				1			1			1 ERRC	
2ème trimestre 2016						932	932	12	50	1	4	4	8		1	10	1	2	

7. Résultats détaillés pour le 3^e trimestre 2016

Evacuations forcées de Roms étrangers occupant des lieux de vie en France (année 2016)																		
Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Dpt	Région	Date	Trim	Nombre Nbr total de personnes évacuées	Expulsés pour cause				Sol. de relog. (1 = partielle)	Arrêté Préfet / Maire / 48h flagrance	Motif jugement TGI ou TA	seuls sous pression	Propriétaire du terrain		Source/Réaction	
							Nbr de personnes évacuées par les autorités	Nbr de personnes évacuées suite à incendies ou autres	nbr	nbr					Public	projet sur le terrain (1=oui)		Privé
Parvis gare St Denis (Coignet)	Saint-Denis	Seine-Saint-Denis	IDF	6-juil.	3T2016	130	130	1			1		1				Le Parisien 6 juillet	
Rue De Sartrouville	Nanterre	Hauts-de-Seine	IDF	15-juil.	3T2016	30			30	1							Le Parisien 15 juillet	
chemin rural	Goussainville	Val-d'Oise	IDF	20-juil.	3T2016	160	160	1			1						Le Parisien 20 juillet	
Parc Flaubert	Grenoble	Isère	Auvergne-Rhône-Alpes	20-juil.	3T2016	60	60	1			1	1					FR3 20 juillet	
Montaudran	Toulouse	Haute-Garonne	Languedoc-Rousillon-MIP	25-juil.	3T2016	386	386	1			1		1				20 minutes 25 juillet	
Foyer Cara	Saint-Ouen	Seine-Saint-Denis	IDF	26-juil.	3T2016	300	300	1			1		1				Le Figaro 26 juillet	
Hotel du Nord	Vaulx-en-Velin	Métro Lyon	Auvergne-Rhône-Alpes	27-juil.	3T2016	29	29	1			1						Mediavault 27 juillet	
250 bd Boissière	Montreuil	Seine-Saint-Denis	IDF	28-juil.	3T2016	50	50	1			1						Le Parisien 28 juillet	
A4 route de Malnoue	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	3-août	3T2016	400	400	1			1	1					Romeurope	
48bis av du Président Wilson	Saint-Denis	Seine-Saint-Denis	IDF	4-août	3T2016	250	250	1			1	1					CP LDH 4 août	
Quai de Clichy	Clichy	Seine-Saint-Denis	IDF	10-août	3T2016	15	15	1			1	1					Le Parisien 10 août	
64 rue de Lyon	Marselle	Bouches-du-Rhône	PACA	18-août	3T2016	70	70	1			1	1	1				Marsactu 18 août	
Bord N6	Brunoy	Essonne	IDF	18-août	3T2016	55	55	1			1	1					Le Parisien 18 août	
AN16	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	29-août	3T2016	50	50	1			1	1					Romeurope	
Plaine du Var	Nice	Alpes-Maritimes	PACA	30-août	3T2016	50	50	1					1				FR3 30 août	
rue Edouard Colonne	Nanterre	Hauts-de-Seine	IDF	29-août	3T2016	40	40	1			1		1				Le Parisien 30 août	
AK23	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	31-août	3T2016	40	40	1				1					Romeurope	
AN6+AK18+AN17	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	20-sept.	3T2016	80	80	1				1					Romeurope	
Squats	Montreuil	Seine-Saint-Denis	IDF	21-sept.	3T2016	11	11	1			1	1				1	Mediapart 21 sep	
lie des impressionnistes	Chatou	Yvelines	IDF	22-sept.	3T2016	250	250	1				1					Le Parisien 22 sept	
Chemin du Phare	Meignac	Gironde	Nouvelle-Aquitaine	22-sept.	3T2016	60	60	1			1		1				Sud Ouest 22 sept	
squat 134 av de l'Yser	Meignac	Gironde	Nouvelle-Aquitaine	28-sept.	3T2016	30	30	1			1		1				1	Sud Ouest 29 sept
3^eme trimestre 2016						2546	2516	21	30	1	13	13	8		18		3	

Annexe 1

1. Description des données prises en compte dans l'étude

L'étude a recensé la dénomination du lieu de vie, la commune, le nombre de personnes expulsées, les causes de l'évacuation forcée, les propositions de relogement, les bases légales de l'évacuation (procédure d'expulsion initiée par le propriétaire du lieu de vie ou arrêté pris par le maire ou le préfet) ainsi que les sources de l'information dans chacun des cas.

Chaque évacuation est caractérisée de la manière la plus complète et seules les informations vérifiables obtenues de sources fiables, mentionnées ci-dessous, sont comptabilisées.

2. Définitions

Le vocabulaire doit être précisé : un terrain est évacué et une personne expulsée. En droit, on parle d'évacuation d'un terrain, d'un bâtiment lorsque la mesure vise le lieu, et d'expulsion lorsque la mesure vise la ou les personnes. D'autre part, le terme « lieu de vie » désigne l'endroit où vivent les personnes, cet endroit pouvant être un bidonville, un squat, un hangar désaffecté... ou une caravane en état ou non de marche. La dénomination du lieu de vie est celle de l'endroit mentionné dans la source, par exemple « le Hanul ». L'adresse est évidemment notée quand c'est possible.

La commune est celle sur laquelle le lieu de vie existe. Les cas sont fréquents où le lieu de vie chevauche plusieurs communes, par exemple Noisy-le-Grand/Bry-sur-Marne. Ces cas prêtent souvent à confusion : plusieurs rapports, d'apparence différente, concernent en fait le même lieu de vie. Une attention particulière a été portée à ce point afin de garantir l'information.

La date est celle du jour où a eu lieu l'évacuation forcée.

Le nombre de personnes est celui mentionné dans la source.

L'expulsion forcée peut résulter d'un arrêté d'expulsion pour occupation illégale ou insalubrité du lieu de vie, ou d'un accident (incendie). Plusieurs causes peuvent se cumuler. Par exemple, à Massy (Essonne) en 2010, il y eut : distributions d'OQTF, incendie, arrêté d'expulsion, enfermement, retours ARH et retours forcés, et destruction de ce qui restait du lieu de vie par les autorités communales.

Quand des propositions de relogements sont mentionnées dans la source, elles figurent au tableau. Elles sont généralement partielles, car, dans la majorité des cas, elles séparent les familles et sont destinées uniquement aux femmes accompagnées d'enfants en bas âge dans un hébergement d'urgence pour quelques jours. Pour cette raison, elles sont très souvent refusées par les personnes concernées.

L'origine des décisions justifiant les évacuations est comptabilisée. Elles peuvent être prises par un tribunal (d'instance, de grande instance, administratif, une cour d'appel), ou suite à un arrêté d'insalubrité ou de péril pris par une mairie ou un préfet. Le nombre de départ ne faisant pas suite à l'usage de la force est aussi recensé. Ces départs font généralement suite à un harcèlement et des menaces policières.

Le propriétaire peut être soit public, soit privé. La catégorie « Public » inclut les communes, départements, administrations territoriales ou nationales ainsi que tout organisme dépendant d'une manière ou d'une autre de l'autorité de l'État (Réseau ferré de France par exemple). La catégorie « Privé » inclut une personne morale ou physique privée.

La source est l'origine de l'information. Le même événement peut être décrit dans plusieurs sources. Chaque source est référencée. Seules les plus fiables et les plus précises ont été retenues : articles de presse et média, communiqués de presse, témoignages directs diffusés ou transmis par une ONG.